CUPE SCFP Ontario

305 Milner Ave, Suite 801
Scarborough, ON M1B 3V4
Phone: 416-299-9739 • *Fax:* 416-299-3480
Web: cupe.on.ca *E-mail:* cupeont@web.net

January 7, 2008

Paul Moist
CUPE National President, and
Claude Généreux
CUPE National Secretary-Treasurer
1375 St. Laurent Boulevard
Ottawa, ON K1G 0Z7

Dear Brothers Paul and Claude:

I was extremely disappointed with your letter dated December 6, 2007 concerning Ontario's walkout at the national convention.

Your letter was filled with inaccuracies and failed to deal with the most pressing issues that are affecting Ontario's relationship with the national union. Although you attended the Ontario convention in Windsor and sat through the debate on the Agenda for Change action plan, you consistently treat Ontario's issues with very little respect.

You should know, that your letter was not well received by the delegates to the December 15 Emergency Leadership meeting. Although the date for the leadership meeting was set well in advance, you chose to circulate your letter at the very last minute. Consequently, some locals had not received the letter while other locals were unclear about the content; the letter appeared to be a mischievous attempt to influence the outcome of a very important provincial leadership meeting.

The first inaccuracy in your letter is that you requested a meeting with the Ontario Division Executive Board. This never happened. The possibility of a meeting only arose when suggested by a division board member, and the unanimous decision of our board was to wait until after the December 15 leadership meeting. Moreover, the 5 meetings between the NEC/NEB members since the national convention resolved none of the issues raised by Ontario members.

Concerning the matter of resolution 333 and the National Strike Fund, there has been no accounting for the $3.4 million that you say CUPE National provided to OCHU over the past twelve years. Furthermore, the $3.4 million is paltry in comparison to the $74 million in per capita that OCHU locals have provided to national union over the same period. Finally, funding from the defense fund will not address the concern that members do not have access to the strike fund for strike averting campaigns aimed at influencing government policy.

In your letter you mention the issue of representation and the fact that the NEB is able to achieve consensus in approving cost share campaigns. Voting for cost share campaigns is little more than rubber stamping of decisions already made by the national officers, as the money has usually already flowed to the local or division and the campaign is often already underway. It is disingenuous to offer this example as proof that Ontario is not continually out voted by the other provinces.

Resolution 188 – the Energy Policy Framework – was an example that even on policy issues related only to Ontario, other provinces are voting against our position. We expected that other provinces, particularly Quebec, would be sensitive to the importance of Ontario Energy Policy being set in Ontario. Our issue here wasn't whether Brother Moist effectively chaired this session of the Convention but more, why was the policy being debated at all. Adopting an Energy Framework for Ontario that includes clean coal technology goes against CUPE Ontario policy, the OFL and the ONDP policy. We are committed in this province (including even the Ontario Liberals) to phasing out coal fire energy.

Regarding the National Strategic Directions document, it needs to be understood that a number of key issues concerning Ontario are absent. For example, the strategic directions document does not deal with staff servicing ratios in Ontario and a timeframe for correcting the current imbalance. Ontario consistently has the worst staff to member servicing ratio of all the provinces.

Ontario delegates at the December 15 leadership meeting voted on five resolutions, which together form an agenda for discussions with CUPE National. The five major topic headings are:

1. Access to the strike fund by every member
2. Taking measurable action on Equality
3. Ensuring CUPE implements National Policy directed by Convention
4. Getting our fair share of resources
5. Moving to consensus in decision-making

In a separate letter, I will write to you about the leadership meeting in greater detail. I will say, however, the members expect us to get down to the work of addressing the issues that are most pressing for Ontario.

In closing, the CUPE Ontario executive board remains open to meeting with the national officers on a mutually agreeable date.

In Solidarity,

Sid Ryan

Patrick (Sid) Ryan
President

C: CUPE Ontario Executive Board

cope343 S/Sidlet/2007/NationalreLeadership

CUPE SCFP Ontario
305 Milner Ave, Suite 801
Scarborough, ON M1B 3V4
Phone: 416-299-9739 • *Fax:* 416-299-3480
Web: cupe.on.ca *E-mail:* cupeont@web.net

Le 7 janvier 2008

Paul Moist
Président du SCFP national
et
Claude Généreux
Secrétaire-trésorier du SCFP national
1375, boulevard St-Laurent
Ottawa (ONTARIO) K1G 0Z7

Chers confrères Paul et Claude,

J'ai été extrêmement déçu de votre lettre datée du 6 décembre 2007 concernant le départ de l'Ontario lors du congrès national.

Votre lettre était remplie d'erreurs et ne parlait aucunement des questions les plus pressantes qui affectent la relation de l'Ontario avec le syndicat national. Bien que vous ayez assisté au congrès de l'Ontario à Windsor et participé au débat sur le plan d'action *Un projet pour le changement*, vous traitez constamment les préoccupations de l'Ontario avec très peu de respect.

Vous devriez savoir que votre lettre n'a pas été bien reçue par les personnes déléguées à la réunion d'urgence des dirigeantes et dirigeants qui a eu lieu le 15 décembre. Bien que la date de la réunion d'urgence des dirigeantes et dirigeants ait été prévue bien à l'avance, vous avez choisi de distribuer votre lettre à la toute dernière minute. Par conséquent, quelques sections locales n'avaient pas reçu la lettre, tandis que pour d'autres sections locales le contenu n'était pas clair; la lettre est apparue comme une tentative malveillante d'influencer le dénouement d'une réunion provinciale très importante des dirigeantes et dirigeants.

La première erreur que contient votre lettre est que vous avez demandé une rencontre avec le conseil exécutif de la Division de l'Ontario. Cela n'a jamais été fait. La possibilité d'une réunion a été soulevée uniquement lorsqu'une personne membre du conseil de la division en a fait la suggestion, et la décision unanime de notre conseil avait été d'attendre après la réunion des dirigeantes et dirigeants du 15 décembre. De plus, les cinq réunions qui ont eu lieu entre les membres du Comité exécutif national et du Conseil exécutif national depuis le congrès national n'ont permis de résoudre aucun des enjeux soulevés par les membres de l'Ontario.

Concernant la question de la résolution 333 et de la Caisse nationale de grève, il n'y a eu aucune reddition des comptes prouvant les 3,4 millions de dollars que vous dites que le SCFP national a fournis au CSHO au cours des douze dernières années. De plus, le montant de 3,4 millions de dollars est dérisoire en comparaison des 74 millions de dollars en cotisations syndicales que les sections locales du CSHO ont versées au syndicat national au cours de la même période. Enfin, le financement provenant de la Caisse de défense ne réglera pas les préoccupations à l'effet que les membres n'ont pas accès à la Caisse de grève pour les campagnes pour éviter la grève visant à influencer la politique gouvernementale.

Dans votre lettre, vous mentionnez la question de la représentation et le fait que le CEN peut atteindre un consensus en approuvant les campagnes à frais partagés. Voter pour des campagnes à frais partagés n'est rien de plus que l'approbation à l'aveuglette de décisions déjà prises par les dirigeants nationaux, puisque l'argent a habituellement déjà été versé à la section locale ou à la division et la campagne est souvent déjà en cours. Il est fallacieux d'offrir cet exemple comme preuve que l'Ontario ne se retrouve pas continuellement en minorité face aux autres provinces.

La résolution 188 – Cadre d'orientation de la politique énergétique – a été un exemple que même sur des questions de politique liées uniquement à l'Ontario, d'autres provinces votent contre notre position. Nous nous serions attendus à ce que d'autres provinces, particulièrement le Québec, seraient sensibles à l'importance de la politique énergétique de l'Ontario établie en Ontario. Notre problème ici n'était pas de savoir si le confrère Moist avait efficacement présidé cette séance du congrès, mais plutôt davantage de savoir pourquoi on a débattu de la politique en premier lieu. L'adoption d'un cadre d'orientation de la politique énergétique pour l'Ontario qui comprend la technologie du charbon épuré va à l'encontre de la politique du SCFP-Ontario, de celle de la FTO et de celle du NPDO. Nous sommes engagés dans cette province (y compris les libéraux de l'Ontario) à éliminer progressivement l'énergie au charbon.

En ce qui a trait au document d'Orientation stratégique national, il est nécessaire de comprendre que quelques enjeux clefs concernant l'Ontario sont absents. Par exemple, le document d'Orientation stratégique ne traite pas des ratios de membres du personnel de représentation en Ontario ni d'un échéancier pour corriger le déséquilibre actuel. L'Ontario a de façon constante le pire ratio de membres du personnel par rapport aux membres de toutes les provinces.

Dans le cadre de la réunion des dirigeantes et dirigeants du 15 décembre, les personnes déléguées de l'Ontario ont voté sur cinq résolutions qui, ensemble, forment un programme pour discussions avec le SCFP national. Les cinq principaux sujets sont :

1. l'accès à la Caisse de grève par chaque personne membre;
2. la prise d'actions mesurables sur l'égalité;
3. voir à ce que le SCFP mette en oeuvre la politique nationale prescrite par le congrès;
4. l'obtention de notre juste part des ressources;
5. l'obtention d'un consensus lors de la prise de décisions.

Je vous écrirai une autre lettre pour vous parler de la réunion des dirigeantes et dirigeants plus en détail. Je vous dirai cependant que les membres s'attendent à ce que nous nous mettions à l'oeuvre pour régler les questions les plus urgentes pour l'Ontario.

Pour conclure, le conseil exécutif du SCFP-Ontario demeure ouvert à une rencontre avec les dirigeants nationaux à une date qui conviendra aux deux parties.

Je vous prie d'accepter mes sentiments de solidarité.

Le président,

Sid Ryan

Patrick (Sid) Ryan

C: Conseil exécutif du SCFP-Ontario
sepb343